



RCS : BOBIGNY

Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 02674

Numéro SIREN : 803 281 567

Nom ou dénomination : LEVEL

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2017 sous le numéro de dépôt 7537

MN PATRIMOINE
Société par actions simplifiée au Capital de 100 Euros
Siège Social : 8 Place de la Libération
77600 Bussy-Saint-Georges
803 281 567 R.C.S. Meaux

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU 25 JANVIER 2017

L'An Deux Mille Dix-Sept,

Le Vingt-Cinq Janvier, à Dix Neuf Heures,

Monsieur Michel NGUY, associé unique et Président de la société "MN PATRIMOINE", Société par Actions Simplifiée au Capital de 100 Euros, divisé en 100 actions d'une valeur nominale de 1 euro, dont le siège est à Bussy-Saint-Georges (Seine-et-Marne), 8 Place de la Libération, en qualité de propriétaire de la totalité des actions représentant le capital social, a fait au siège social la déclaration suivante :

« En qualité d'associé unique, exerçant les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés, j'ai pris les décisions rapportées ci-après ayant pour objet :

ORDRE DU JOUR

- Changement de dénomination sociale.
 - Modification corrélative de l'article 2 des statuts.
 - Transfert du siège social.
 - Modification corrélative de l'article 4 des statuts.
 - Modification de l'objet social.
 - Modification corrélative de l'article 2 des statuts.
 - Augmentation du capital social de 9.900 Euros par prélèvement sur la réserve ordinaire et par augmentation de la valeur nominale des actions.
 - Modifications corrélatives des articles 7 et 8 des statuts.
 - Questions diverses.
- 

La société n'est pas tenue de désigner un Commissaire aux Comptes et n'a pas procédé à une telle désignation.

Ceci étant rappelé, j'ai donc pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Modification de la dénomination sociale

Après avoir entendu la lecture du rapport du Président, je décide
de remplacer la dénomination sociale actuelle "MN PATRIMOINE" par "LEVEL".

DEUXIEME DECISION

Modification de l'article 3 des statuts suite à l'adoption de la résolution précédente

Corrélativement à la décision qui précède, je décide
de modifier l'article 3 - DENOMINATION des statuts, qui sera désormais ainsi rédigé :

"La dénomination sociale est "LEVEL".

Le reste de l'article sans changement.

TROISIEME DECISION

Transfert du siège social

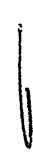
Après avoir entendu la lecture du Président, je décide
de transférer, à compter de ce jour, le siège de la société de Bussy Saint Georges (Seine-et-Marne), 8 Place de la Libération, où il est fixé actuellement, à Romainville (Seine-Saint-Denis), 2-8 rue de la Fraternité.

QUATRIEME DECISION

Modification de l'article 4 des statuts suite à l'adoption de la résolution précédente

Corrélativement à la décision qui précède, je décide
de modifier l'article 4 – SIEGE SOCIAL des statuts, qui sera désormais ainsi rédigé :
"Le siège de la société est fixé à Romainville (Seine-Saint-Denis), 2-8 rue de la Fraternité."

Le reste de l'article sans changement.



CINQUIEME DECISION

Modification de l'objet social

Après avoir entendu la lecture du Président, je décide **de modifier l'objet social** comme suit :

- la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, artisanales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, et dans tous groupements civils ou commerciaux, constitués ou à constituer, l'acquisition, la gestion et la vente des titres sociaux de toute société ou tout groupement, et de toutes valeurs mobilières,
- toutes actions de direction, d'animation ou de gestion dans toutes sociétés, entreprises ou opérations civiles ou commerciales, françaises ou étrangères, dans lesquels elle détient des intérêts ou participations,
- toutes prestations en matière administrative, informatique, comptable, financière, de conseil en gestion et commerciale, management, publicité, recrutement, pour le compte de toutes sociétés ou toutes structures juridiques dans lesquelles elle détient des participations,
- l'étude, la mise au point, la réalisation de tout projet financier, commercial, industriel, mobilier ou immobilier,
- la gestion de trésorerie, et la centralisation d'opérations bancaires, des sociétés et groupements dans lesquels elle détient des participations,
- l'acquisition et la cession de tous biens et droits mobiliers et immobiliers à vocation commerciale, artisanale ou industrielle, l'entretien et la location des immeubles constituant son patrimoine,
- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement,
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

SIXIEME DECISION

Modification de l'article 2 des statuts suite à l'adoption de la résolution précédente

Corrélativement à la décision qui précède, je décide

de modifier l'article 2 – OBJET des statuts, qui sera désormais ainsi rédigé :

"La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, artisanales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, et dans tous groupements civils ou commerciaux, constitués ou à constituer, l'acquisition, la gestion et la vente des titres sociaux de toute société ou tout groupement, et de toutes valeurs mobilières,

- toutes actions de direction, d'animation ou de gestion dans toutes sociétés, entreprises ou opérations civiles ou commerciales, françaises ou étrangères, dans lesquels elle détient des intérêts ou participations,
- toutes prestations en matière administrative, informatique, comptable, financière, de conseil en gestion et commerciale, management, publicité, recrutement, pour le compte de toutes sociétés ou toutes structures juridiques dans lesquelles elle détient des participations,
- l'étude, la mise au point, la réalisation de tout projet financier, commercial, industriel, mobilier ou immobilier,
- la gestion de trésorerie, et la centralisation d'opérations bancaires, des sociétés et groupements dans lesquels elle détient des participations,
- l'acquisition et la cession de tous biens et droits mobiliers et immobiliers à vocation commerciale, artisanale ou industrielle, l'entretien et la location des immeubles constituant son patrimoine,
- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement,
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe."

SEPTIEME DECISION

Augmentation du capital social par incorporation d'une partie de la réserve ordinaire

Après avoir entendu la lecture du rapport du Président, je décide

d'augmenter le capital social d'un montant de 9.900 euros pour le porter de 100 euros à 10.000 euros par incorporation de pareille somme prélevée sur la réserve ordinaire.

de réaliser cette augmentation du capital social par élévation de la valeur nominale des actions de 1 à 100 euros.

HUITIEME DECISION

Modification des articles 7 et 8 des statuts suite à l'adoption de la résolution précédente

Sous réserve de l'adoption de la neuvième résolution, je décide

de remplacer l'article 7 - APPORTS des statuts par les dispositions suivantes :

" Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine d'un montant de 100 euros ont tous été des apports en numéraire.

Par Assemblée Générale en date du 15 Janvier 2018, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 9.900 euros par incorporation de pareille somme sur la réserve ordinaire et par élévation de la valeur nominale de 1 à 100 euros. "

de remplacer l'article 8 - CAPITAL SOCIAL des statuts par les dispositions suivantes :

"Le capital social est fixé à la somme de Dix Mille (10.000) euros.

Il est divisé en Cent (100) actions d'une seule catégorie, de Cent (100) Euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées."

NEUVIEME RESOLUTION

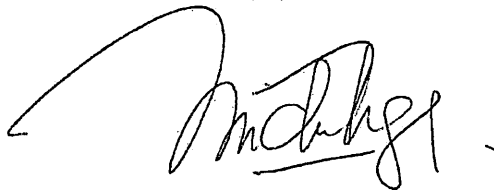
Pouvoirs en vue des formalités

Je confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

L'ordre du jour des décisions à prendre étant épuisé, de tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal par le Président.

L'associé unique, Président

M. Michel NGUY



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
MELUN

Le 15/02 2017 Dossier 2017 07922, référence 2017 A 00647

Enregistrement : 375 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Trois cent soixante-quinze Euros

Montant reçu : 375 €

L'Agent administratif principal des finances publiques

Nicolas JAMET
Agent Principal
des Finances Publiques

LEVEL
Société par actions simplifiée au Capital de 10.000 Euros
Siège Social : 2-8 rue de la Fraternité
93230 ROMAINVILLE
803 281 567 R.C.S. Bobigny

DECLARATION DE SIEGE SOCIAUX

Jé soussigné **Michel NGUY**, agissant en qualité de **Président de la Société LEVEL**, société par **Actions Simplifiée** au capital de 10.000 Euros, ayant son siège à 2-8 rue de la Fraternité, 93230 Romainville, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 803 281 567,

Déclare, conformément aux dispositions de l'article R 123-110 du Code de commerce :

- Que la Société **LEVEL**, anciennement dénommée **NM PATRIMOINE** n'avait jusqu'à ce jour opéré aucun transfert de siège social, celui-ci étant, depuis sa constitution, fixé à Bussy-Saint-Georges (77), 8 Place de la Libération.

Fait à Romainville

le 25 janvier 2017



LEVEL

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 10.000 €uros

*Siège social : 2-8 rue de la Fraternité
93230 ROMAINVILLE*

STATUTS

Statuts mis à jour au 25 janvier 2017

Certifié Conforme
[Signature]

CHAPITRE I

FORME - OBJET - DÉNOMINATION SOCIALE - SIÈGE SOCIAL - EXERCICE SOCIAL - DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre le(s) propriétaire(s) des actions ci-après créées, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires et ne peut faire appel public à l'épargne.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, artisanales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, et dans tous groupements civils ou commerciaux, constitués ou à constituer, l'acquisition, la gestion et la vente des titres sociaux de toute société ou tout groupement, et de toutes valeurs mobilières,
- toutes actions de direction, d'animation ou de gestion dans toutes sociétés, entreprises ou opérations civiles ou commerciales, françaises ou étrangères, dans lesquels elle détient des intérêts ou participations,
- toutes prestations en matière administrative, informatique, comptable, financière, de conseil en gestion et commerciale, management, publicité, recrutement, pour le compte de toutes sociétés ou toutes structures juridiques dans lesquelles elle détient des participations,
- l'étude, la mise au point, la réalisation de tout projet financier, commercial, industriel, mobilier ou immobilier,
- la gestion de trésorerie, et la centralisation d'opérations bancaires, des sociétés et groupements dans lesquels elle détient des participations,
- l'acquisition et la cession de tous biens et droits mobiliers et immobiliers à vocation commerciale, artisanale ou industrielle, l'entretien et la location des immeubles constituant son patrimoine,
- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement,
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : « **LEVEL** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiées" ou des initiales "S.A.S.U" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé à **Romainville (Seine-Saint-Denis), 2-8 rue de la Fraternité**. Il peut être transféré en tout endroit par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le **31 Décembre 2015**.

ARTICLE 6 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à **99 (quatre-vingt-dix-neuf) années** à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

CHAPITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

Les apports faits à la constitution de la société et formant le capital d'origine d'un montant de 100 euros ont tous été des apports en numéraire.

Par Assemblée Générale en date du 25 janvier 2017, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 9.900 euros par incorporation de pareille somme sur la réserve ordinaire et par élévation de la valeur nominale de 1 à 100 euros.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Dix Mille (10.000) euros.

Il est divisé en Cent (100) actions d'une seule catégorie, de Cent (100) Euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

CHAPITRE III

PARTS SOCIALES

ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévues par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'actionnaire unique délibérant dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 10 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusée de réception.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout actionnaire peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci. La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la liquidation.

CHAPITRE IV

GESTION DE LA SOCIÉTÉ - CONVENTION ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS DÉCISIONS COLLECTIVES – COMPTES ANNUELS

ARTICLE 14 - GESTION DE LA SOCIÉTÉ

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président. Le Président de la société est élu par la majorité simple par l'assemblée générale. Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président est nommé pour une durée indéterminée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination.

ARTICLE 15 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIÉS

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Commissaire aux Comptes (s'il en est nommé un) présente un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président et actionnaire unique.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, sont communiquées au Commissaire aux Comptes.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président.

ARTICLE 16 - DÉCISIONS COLLECTIVES

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 17 - FORME ET MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises en assemblée générale. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif.

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

ARTICLE 18 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce. A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision vu du rapport de gestion et des rapports du Commissaire aux Comptes (éventuellement).

CHAPITRE V

TRANSFORMATION - DISSOLUTION

ARTICLE 19 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme, sans que cette opération n'entraîne la création d'un être moral nouveau.

ARTICLE 20 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, décider en assemblée générale s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

ARTICLE 21 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

ARTICLE 23 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts, pour une durée indéterminée, est **Monsieur Michel NGUY**.

ARTICLE 24 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Régistre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Régistre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 25 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société.